



le monde libertaire

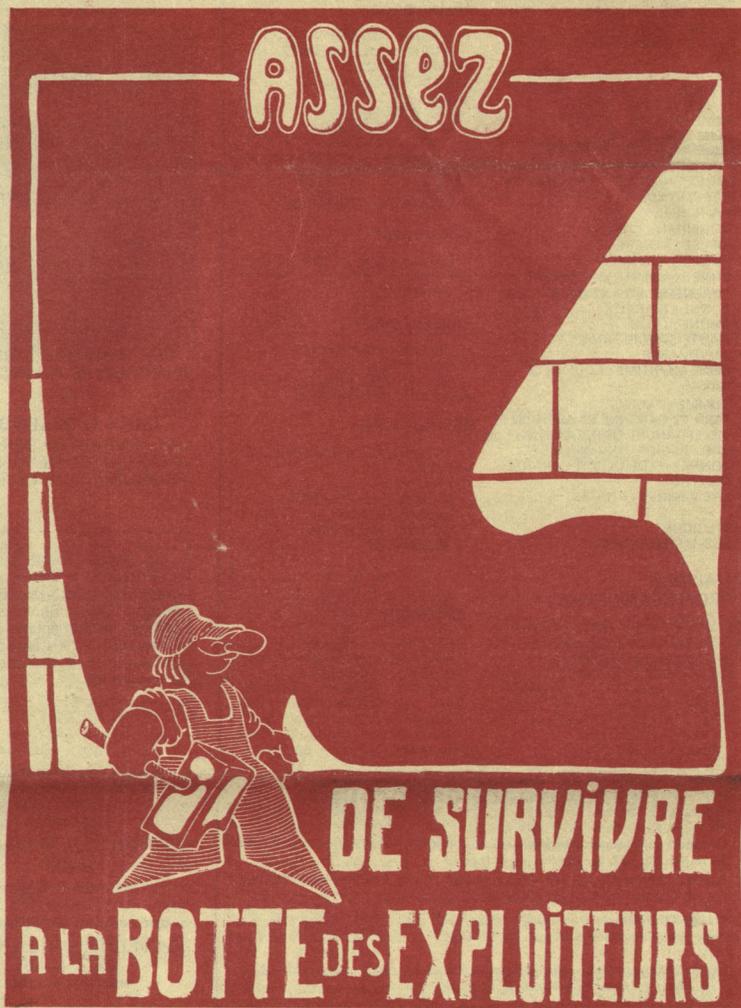
redaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 287 JEUDI 9 NOVEMBRE 1978 3 F

hebdomadaire

Situation économique et sociale ÇA BRANLE DANS LE MANCHE



A la petite semaine

2008 L'ODYSSÉE DU VIETNAM

Il est aujourd'hui encore des supplices auxquels peu de gens résisteraient. La lecture quotidienne de L'Humanité est de ceux-là! Bien sûr, depuis peu, il y a la couleur! Mais la grisaille du contenu est trop enracinée dans ce quotidien pour que le goût de la bonne lecture se satisfasse de tels artifices. Pourtant, aussi dure soit l'épreuve, toute peine mérite salaire et la lecture du numéro du 20 octobre confirme, là encore, la justesse du dicton.

C'est ainsi qu'à l'évocation de la mort de Ramon Mercader, l'assassin de Trotski, on peut lire que « selon Valentin Campa (dirigeant du PC mexicain), le meurtre de Trotski fut le résultat d'une décision de Staline et de la III^e Internationale »...

Trente-huit ans! C'est le temps qu'il aura fallu aux lecteurs de ce journal pour voir confirmer, de façon détournée, un fait historique indiscutable, nié ou caché jusque là par toutes les personnalités communistes, Ellenstein y compris. Trente-huit ans! Il est certain que tout écrit mérite réflexion, mais quand même! Et l'on se riait de Kanapa qui avait mis

plus de vingt ans pour évoquer en termes prudents le scandale des procès staliniens. Effacé le Kanapa, qui peut dormir tranquille : la relève est là qui vient de montrer qu'au PC on a de la suite dans les « idées ».

Alors, tout à coup, on se prend à songer aux déclarations officielles et récentes de cette délégation du PCF, revenue du Vietnam « démocratique et unifié », tendant à mettre fin aux « calomnies » de la presse bourgeoise sur les emprisonnements massifs et la « rééducation » dans les prisons de l'ancien régime, qu'on a conservées et agrandies à l'occasion.

Avec, en moyenne, ces trente années qu'il faut au PC français pour reconnaître les crimes des partis frères, les camarades sauront tout cela vers l'an 2008!

Bah! Après tout, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Et puis, avec toutes ces discussions autour des crimes nazis revenus bouleverser l'actualité, est-il besoin d'en évoquer d'autres, même si ceux-là sont bien actuels?

FLORÉAL

L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ EST EN TRAIN DE CREVER DE LA FIÈVRE DU DOLLAR

LA monnaie est un moyen! Sa santé permet de juger celle d'une économie! Sa manipulation peut assurer momentanément un équilibre entre les éléments d'un système de production et d'échange, mais en aucun cas elle suffit pour rétablir l'harmonie entre l'offre et la demande. Disons qu'elle peut être une arme dans les mains du pouvoir lorsque les manipulations auxquelles il se livre sont dirigées contre la concurrence étrangère, mais c'est plus souvent un cachet d'aspirine.

Tripatouiller la monnaie peut momentanément alléger des problèmes de trésoreries au détriment de la confiance qu'exige la politique du libre-échange, elle ne règle pas les problèmes des rapports entre la production et la distribution, au contraire elle les déséquilibre au moins pour le temps que met l'industrie pour s'aligner sur les nouvelles parités. Elle fausse les éléments de contrats à long terme qui sont devenus la règle des sociétés industrielles.

La valse des monnaies n'est rien d'autre qu'un signal comparable à l'affolement de l'aiguille du manomètre, et maintenir l'aiguille artificiellement ne règle en rien les avaries de la machine.

La valse des monnaies n'est rien d'autre qu'un signal comparable à l'affolement de l'aiguille du manomètre, et maintenir l'aiguille artificiellement ne règle en rien les avaries de la machine.

Le dérèglement du dollar, monnaie de base de toutes les économies capitalistes, va affoler les systèmes alignés sur lui et, après un temps de pose, va les obliger à revoir leurs contrats à la hausse ou à la baisse, à la hausse pour ce qu'ils vendent, à la baisse pour ce qu'ils achètent à partir du sacro-saint équilibre des échanges! Ce qui va contribuer à accentuer encore un peu plus le marasme économique international. Le but, d'ailleurs, ne consiste pas à régler les problèmes économiques, mais à figer, grâce au redressement du dollar et à une nouvelle parité des monnaies européennes, la situation des

échanges, pour un temps qui, selon le capitalisme libéral, peut permettre aux économies européennes de repartir après avoir soufflé un brin! Il s'agit d'un raisonnement élémentaire et parfaitement ridicule, et il n'est nul besoin de sortir de Science-Po pour le comprendre.

La baisse du dollar, que l'on vient d'essayer d'enrayer, était profitable au marché européen et aux pays de la pauvreté, je ne dis pas aux pays du Tiers-Monde, mais à ceux qui ne possèdent pas les matières premières que le marché économique exige, mais elle incitait

TOUJOURS
DISPONIBLE

Le numéro
spécial

ARMÉE ET
MILITARISATION

12 pages

4 F

(suite page 4)

FOP 2520

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 ILLE ET VILAINE : RENNES
 INDRRE ET LOIRE : TOURS
 ISERE : GRENOBLE
 LOIRE ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT ET GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE ET LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LO
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : VALENCIENNES
 ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES ATLANTIQUES : BA-
 YONNE - BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNEMASSE
 SEINE MARITIME : ROUEN - LE
 HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN ET GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERQUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-
 MENTALE
 HTE VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS
 LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite *Voie libre*)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISE DE
 CALBERSON (Paris 18*)
 CERCLE INTER-BANQUES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les
 arrondissements suivants : 2*, 5*,
 10*, 11*, 13*, 14*, 15*, 16*, 18*, 19*,
 20*.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE
 FRESNES-ANTONY
 - MASSY PALAISEAU
 - MASSY
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE ET
 MARNE
 - DRAVEIL
 - VILLENEUVE ST-GEORGES

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE,
 CHELLES
 - MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

- GROUPE DES YVELINES
 - NANTERRE
 - ISSY LES MOULINEAUX, MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, LE-
 VALLOIS
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - AULNAY, VILLEPINTÉ
 - ARGENTEUIL

* * *

LIAISONS

De l'Aisne, Florac, La
 Rochelle, Vierzon, Bégard, Concar-
 neau, Brest, Centre-Bretagne,
 Montpellier, Cherbourg, Chinon, St-
 Sever, Vendôme, Montoire, Blois,
 St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz,
 Clermont Ferrand, Strasbourg, Nord
 Seine et Marne, Poitiers, Bourgoin.

Permanences des groupes

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie
 La tête en bas - 17, rue des Poitiers à Angers.
Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et liberté
 72, bd. Eugène Pierre, 13 005 Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrième vendredi de chaque mois, à la
 Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charlie Chap-
 lin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque,
 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 H.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Ros-
 tand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51 rue
 de Lappe, Paris 11*.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 h à 20 h, et le samedi de 16 h à 18 h,
 au 51, rue de Lappe, Paris 11*.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert
 Planquette, Paris 18*.

Groupe Proudhon de Besançon : tous les samedis de 15 h à 17 h, 97 rue Battant
 à Besançon.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaus-
 sée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrième mercredis de chaque mois à 20 h 30.
 Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes
 Sociales, 16, rue Jules Teller au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15
 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h, café Le Métropole, avenue de la
 République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les
 mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, Paris
 15* (métro : Bouicault).

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organise
 une série de conférences
 le jeudi à 20 h 30

L'ANARCHIE QU'EST-CE QUE C'EST ? par Maurice JOYEUX

Ce thème a été divisé
 en 5 conférences
 qu'on pourra suivre séparément
 mais reliée entre elles
 puisque faisant partie
 d'un même sujet

JEUDI 16 NOVEMBRE
 LE MOUVEMENT OUVRIER
 A TRAVERS L'HISTOIRE

JEUDI 23 NOVEMBRE
 L'ECLATEMENT
 ANARCHISTE
 DU SIÈCLE DERNIER

JEUDI 30 NOVEMBRE
 UNE ÉCONOMIE
 ÉGALITAIRE

JEUDI 7 DÉCEMBRE
 LES TENDANCES DE LA
 PHILOSOPHIE ANARCHISTE

JEUDI 14 DÉCEMBRE
 LA FÉDÉRATION
 ANARCHISTE DEVANT LES
 PROBLÈMES DE CE TEMPS

Le groupe libertaire d'Aix-
 en-Provence a décidé de re-
 prendre le nom historique du
 groupe Elisée Reclus fondé
 à Aix en 1944 et appelle à cette
 occasion tous les anarchistes
 de la région à prendre con-
 tact avec lui.

Le groupe anarchiste
 Emma Goldman
 et Poble d'Oc
 organisent

VENDREDI 10 NOVEMBRE
 à 19 h

51, rue de Lappe
 Paris 11*

une réunion d'information
 LA VÉRITÉ SUR LA MORT
 DE J.-L. LIN
 militant occitan

En région parisienne, créa-
 tion du groupe anarchiste
 Victorine B. dans le Nord des
 Hauts-de-Seine, sur les loca-
 lités de Courbevoie et Co-
 lombes.

DÈS OCTOBRE

Le groupe libertaire
 Louise Michel
 organisera
 le dernier vendredi
 de chaque mois
 de 18 h à 20 h
 une permanence
 consacrée aux
 PROBLÈMES DES FEMMES

le premier samedi
 de chaque mois
 de 16 h à 17 h 30
 une permanence
 consacrée aux
 CHÔMAGE ET
 DROIT DU TRAVAIL

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission Paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage Paris 20*
 Dépot légal 44 149 - 1^{er} trimestre 77
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport, Presse

AU PROCÈS DE BERNARD ANDRÉ

UNDI 30 octobre, 13 h 30, la cité administrative de Bobigny
 sort de sa léthargie quotidienne : une invasion d'antimilita-
 ristes et de... policiers en tous genres se retrouvent dans ses murs.
 Ces deux espèces de spectateurs ne faisant pas bon ménage, ces
 derniers se sont empressés de se regrouper dans la salle d'audience
 où doit être jugé notre camarade Bernard André, afin d'empê-
 cher qu'un nombre trop important d'antimilitaristes ne lui expriment
 leur solidarité.

Ne parlons pas des physionomies et du vocabulaire des juges
 et procureurs... les bourreaux et agents répressifs se ressemblant
 tous. Le procureur accusant notre camarade de désertion en temps
 de paix lui a, entre autres, reproché d'avoir refusé de passer un
 an dans un charmant chalet jurassien et de n'avoir pas participé
 à l'entretien des forêts françaises dans le cadre de l'ONF. Argu-
 ments frappants, comme on le voit, dont nous avons tous pu ad-
 mirer le style, et qui avaient pour but de réclamer plusieurs mois
 d'emprisonnement avec sursis.

Bernard, quant à lui, s'en est tenu à la déclaration ci-dessous
 et a refusé de se justifier devant une justice qu'il ne reconnaît.
 Déclaration complétée par le témoignage d'une militante de la
 F.A., sur laquelle sont tombés les foudres vengeresses du procu-
 reur lui reprochant sa condition de femme! Profitons donc de
 cet article pour dire à ses parasites, juges, procureurs, flics qui se
 laisseraient aller à nous lire, que l'armée concernant tout homme,
 femme et enfant, la campagne de solidarité lancée par la Fédé-
 ration Anarchiste s'adresse à tout individu concerné par la milita-
 risation de la société et qui lutte pour la destruction de toute struc-
 ture autoritaire et répressive, et ce en dehors des considérations
 d'âge, de sexe ou d'une quelconque conjoncture politique, bien
 que ce combat ne soit pas mené dans l'abstrait mais dépende et
 se serve de la situation sociale et économique dans laquelle il s'ins-
 crit.

Ce procès a non seulement montré la volonté gouvernementale
 d'écraser à n'importe quel prix - dont celui d'enfourer l'inculpé
 sous un monceau d'injures (lâcheté, prise en main de l'inculpé
 par une organisation, lecture d'une demande d'obtention de stat-
 ut faite par un autre que Bernard...) - la lutte de tous les ré-
 fractaires décidés à ne plus lutter seuls - comme le souhaiterait
 tant la justice. Dans ce cas particulier, l'avocat de Bernard a ap-
 porté à ces messieurs les juges la déclaration d'une dizaine d'in-
 soumis réclamant leur inculpation collective, le récépissé de ren-
 voi de livrets militaires, 171 signatures de solidarité, etc. Ce pro-
 cès, en définitive, ne fut pas uniquement celui de Bernard mais
 également celui de tous les anarchistes antimilitaristes.

Quelle que soit l'inculpation faite par l'Etat, qui essaie de rom-
 pre ce mouvement antimilitariste en imposant des demandes d'ac-
 cusation de désertion en temps de paix et non d'insoumission (ce
 qui lui permet d'obtenir des peines beaucoup plus lourdes), notre
 solidarité et soutien envers tout réfractaire ne se borne pas à cet
 unique cadre légal mais s'inscrit dans un combat antimilitariste
 anarchiste qui a pour but la destruction de toute armée et l'ins-
 tauration d'une société anti-autoritaire.

Ce procès nous montre bien qu'une défense collective des anti-
 militaristes face à une justice de classe permet de rompre l'isolement
 des inculpés et pourra abattre le mur du silence qui entoure
 ce combat spécifique en s'inscrivant dans une campagne plus gé-
 nérale d'opposition à l'armée.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

* La décision du tribunal sera connue
 cette semaine, nous vous la ferons sa-
 voir dans notre prochain numéro.



Déclaration commune
 de
 Philippe Picart
 Yannick Ledu
 Bernard André
 objecteurs-insoumis

Je suis objecteur parce que je suis antimilitariste. Je suis anti-
 militariste parce que l'armée est l'instrument d'un pouvoir qui
 s'oppose à l'émancipation des individus et des peuples.

Le statut d'objecteur « de conscience » et le décret de Brégan-
 çon nous imposent une autre forme d'embrigadement, de même
 nature que celle qui s'exerce sur les jeunes soldats, et procèdent
 de la même volonté de faire de nous des citoyens dociles.

Nous sommes maintenant 2 800 objecteurs insoumis environ
 alors que 13,5% des jeunes gens (de 15 à 20 ans) déclarent qu'ils
 demanderont le statut d'objecteur de conscience (sondage paru
 dans Le Monde daté du 26/9/78).

Près de 200 de mes camarades objecteurs insoumis ont jusqu'à
 présent été jugés sous des chefs d'inculpation variés (certains pour
 « insoumission », d'autres pour « désertion... ») et se sont vus in-
 fliger les peines les plus diverses (allant de la relaxe à 1 an d'em-
 prisonnement dont 6 mois fermes) : par ces procès vous préten-
 dez faire croire que ce sont des cas personnels que vous avez à
 régler en feignant d'ignorer que c'est un problème politique que
 nous posons. Aussi, notre prise de position étant collective, c'est
 collectivement que nous présentons notre défense.

Nous refusons de nous justifier personnellement face à une jus-
 tice qui, par ailleurs, sous couvert de droit commun, est une jus-
 tice politique qui réprime toute forme de contestation (occupa-
 tions d'usines, distributions de tracts, radio-libres, etc.), une jus-
 tice qui condamne les victimes d'un système politique et social en
 les enfermant dans la délinquance et qui renforce l'action répres-
 sive de la police en légalisant les interpellations, les fouilles, les
 expulsions, les perquisitions...

Mon cas n'étant pas individuel, je me refuse à répondre à des
 questions individuelles et je m'en tiendrai à cette déclaration.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tél. 805.34.08 CCP Publicité 11 289-15 Paris

TARIF		Sous pli fermé		Etranger	
France					
3 mois	35 F	55 F	40 F	40 F	80 F
6 mois	65 F	110 F	80 F	80 F	150 F
12 mois	125 F	210 F			

* Tarif Etranger: RFA, Belgique, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez
 vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus). Pays

Abonnement Réabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre-poste.

en bref...en bref...

Antimilitarisme

Le CSOC Essonne (comité se soutien aux objecteurs) tient ses réunions tous les premiers jeudis de chaque mois à 20 h 45, ainsi que des permanences le samedi de 15 à 18 h à sa nouvelle adresse : Centre administratif 4^e étage de l'Agora 91 000 Evry

Religion d'Etat

Nous avons remarqué, ainsi que la Libre Pensée, que le sieur Giscard d'Estaing a tenu des propos traduisant une adhésion confessionnelle telle qu'elle pourrait faire croire que le catholicisme est redevenu « religion d'Etat », et lui rappelons qu'il existe de par le monde des hommes et des femmes qui combattent l'obscurantisme religieux, de type catholique, mooniste, bouddhiste, etc., et qui ne tiennent nullement à se sentir concernés par les propos de ce guignol.

Justice

La justice n'a pas voulu faire attendre trop longtemps notre camarade Philippe Gosselin qui doit passer devant le tribunal pour insoumission. En attendant donc, elle le jugera pour injures à commandant : Philippe avait, en effet, eu l'audace d'envoyer promener ces messieurs les gendarmes quelques temps avant son incarcération!!!

La grève continue

Dans le ML de la semaine dernière, nous faisons écho à la lutte menée par le personnel de l'hôtel Suffren la Tour. La grève continue. Le patron n'a pas encore fait appel à l'armée pour intimider les grévistes, mais a engagé... des vigiles musclés.

A propos d'avortement

L'affaire de l'inculpation pour avortement clandestin d'un médecin de Lourdes a eu le petit avantage de remettre en cause la loi Veil. Loi boîteuse et douteuse, entérée à la fois par les hommes politiques et les hôpitaux. Il est toujours très difficile pour une femme, indépendamment de son âge, de voir sa demande d'IVG aboutir. D'ailleurs les membres du Syndicat de la médecine générale, réunis en congrès durant la Toussaint ont lancé plusieurs axes d'intervention, dont l'élargissement de la loi sur l'avortement. Cette réactualisation permettra peut-être un remaniement des services IVG (surtout au niveau de l'accueil), et un accroissement de l'information sur la contraception. C'est du moins ce que nous souhaitons, en essayant d'intégrer à ce problème la remise en cause globale des rapports hommes-femmes.

Le Larzac serait-il devenu sage ?

FIN octobre, les comités Larzac organisaient sur l'ensemble du territoire français des rassemblements, manifestations, meetings et jeûnes collectifs contre l'extension du camp militaire. A Paris, le comité Larzac et des paysans expliquaient leur combat lors d'une conférence de

presse : lutte longue et patiente qui, depuis 7 ans, tente de s'opposer à l'implantation de l'armée.

Si, sur le plateau, les paysans et la population locale ont dû employer parfois l'action directe, créer des coopératives agricoles et montrer une volonté commu-



Manifestation pour le Larzac à Paris - Photo J.C.C.

COMMUNIQUÉ

Le samedi 28 octobre, 6000 personnes ont manifesté leur opposition à la centrale nucléaire du Pellerin, près de Nantes, en une marche de 15 km de Coueron (rive opposée au Pellerin) au centre de Nantes.

Comme un mois auparavant à Brest où 20 000 personnes s'étaient rassemblées pour exprimer leur refus d'une centrale nucléaire sur le site de Plogoff, ces milliers de manifestants descendus dans les rues de Nantes montrent bien qu'EDF n'aura pas le beau rôle pour implanter son industrie de mort.

Les dés sont jetés de chaque côté : le conseil d'Etat a donné le feu vert pour l'implantation de la centrale au Pellerin, les paysans ont répondu en mobilisant 6000 personnes. A quand la prochaine manche ?

Gr. Angers

* * *

Persiste et ne signe pas

Les 21 mois d'emprisonnement d'Alfred Tondeur ont été commués en sursis, à condition qu'il n'y ait aucune poursuite avec condamnation ou une peine plus grave pendant 5 ans. Alfred a refusé de signer le procès-verbal lui indiquant cette décision et persiste dans sa lutte.

A la prochaine...

Mardi 28 octobre a eu lieu le procès de Philippe Hognon qui comparait devant le tribunal d'Epinal pour avoir refusé de reprendre son livret militaire qu'il avait renvoyé pour soutenir son cousin Jean-Luc, insoumis total.

Condamné une première fois à 1 mois de prison avec sursis et 400 F d'amende, il a eu droit cette fois à 2 mois avec sursis et 600 F d'amende. Le juge lui a assuré que la prochaine fois ce sera de la prison ferme. A suivre...

Ce n'est pas la première fois que la justice s'acharne sur la même personne. Depuis six mois environ, le pouvoir emploie cette tactique (sans doute pour dissuader). La répression continue à s'accroître, soyons solidaires!

ne face aux tentatives fréquentes de l'armée de tuer ce noyau de résistance à sa politique, il n'en est pas tout à fait de même dans le comité parisien et certains comités provinciaux. En effet, le Larzac perd de plus en plus son caractère de lutte révolutionnaire en tentant, à n'importe quel prix, de s'assurer le maximum de solidarité.

Les paysans nous ont bien expliqué que sur la région une solidarité effective existait entre les populations ouvrières et les habitants du plateau, mais que va-t-elle devenir si elle est remise entre les mains de tous ces politiciens fatigués par la dernière propagande électorale et trop heureux d'obtenir un os à ronger avant le déclenchement d'une nouvelle bataille pour la prise du pouvoir ? Nous pouvons lire dans la presse les protestations « honnêtes et sincères » de députés ou conseillers CDS, PS, PC, de militaires de Gôche et humanistes et évêques de France. Les dépositions de protestations s'empilent dans les ordres du jour de la chambre des députés, en deux mots les partis s'emparent de l'affaire!

Nous ne pouvons pas dire qu'il s'agisse là de faits bien nouveaux mais nous pouvons ajouter que cette reprise en main des hommes politiques de ce combat est une résultante logique de son contenu même. En se lançant dans une campagne revendicative nationale réclamant l'intervention du président de la République (ultime recours légal) pour tenter de résoudre ce problème et en ne fondant leur combat que sur cette seule base, les paysans ont d'eux-mêmes créé et cautionné l'allure parlementaire et politicienne qu'a pris cette campagne. Et il en sera toujours de même tant que des individus ou regroupements en butte à des structures étatiques (armées, prisons...) ou capitalistes ne placeront pas leur lutte, qui peut prendre des allures revendicatives, dans un combat global de destruction de ces structures en faveur d'une organisation fédérative.

Quoiqu'il en soit, la Fédération Anarchiste se solidarise avec les paysans du Larzac en butte à la militarisation et à la répression militaire et assure son entier soutien à toutes les luttes antimilitaristes lorsque celles-ci remettent en cause l'armée en tant que structure autoritaire, hiérarchisée et répressive.

Relations Extérieures de la F.A.

La bonne conscience des dockers du Havre est satisfaite!...

Le port du Havre n'est effectivement pas un lieu privilégié pour les manifs contre l'armement des dictatures fascistes. Et c'est aussi avec curiosité que les « gôchistes » présents à ce rassemblement ont pu constater l'existence d'armes à destination de l'Argentine (car Messieurs les syndicalistes dockers de « certaines chapelles », les armes et les automitrailleuses étaient bel et bien présentes ce jour-là sous le hangar 17. Cf. Le Canard Enchaîné du mercredi 1^{er} novembre et inventaire d'une caisse ci-joint).

CAJA N° VEHICULO N° 2610
CAISSE N° Véhicule N°
MOTOR N° 6319/FT
Moteur N°

MULTI N° POSTE N°	REFERENCIA DEL CONSTRUCTOR REFERENCE CONSTRUCTEUR
1 - VEHICULO Véhicule	A.M.L. 245 Modèle 61 Tourelle 90 avec plaques de Franchissement 368242 368243 368615 Batterie Tourelle N° Canon N°
2 - LOTE DE A BORDO Lot de bord	Détail des divers équipements entrant dans la composition du lot de bord suivant listes ci-jointes.

Les diverses chapelles « gôchistes » qui manifestaient ce jour-là savaient pertinemment que les dockers ne chargeraient pas les caisses d'armes. Le but de la manif n'était pas, de toute façon, d'empêcher le chargement mais de montrer clairement la complicité Giscard-Videla. Ce but fut partiellement atteint (malgré l'intervention policière : 15 personnes embarquées).

On peut s'interroger sur le fait que les dockers refusent de charger les armes. C'est pratique, cela donne bonne conscience mais cela n'empêche pas le trafic d'armes puisque l'armée est là pour les remplacer sans qu'il y ait opposition. Cette passivité est-elle « une action sérieuse et concrète de soutien à tous les opprimés de par le monde » ?

Le but de notre article n'est pas de dénigrer les dockers mais nous pensons qu'il est nécessaire de rétablir les choses. Il est facile de critiquer des actions sous couvert de grands principes théoriques. Passer à l'action directe n'est pas toujours un mal!

Deux sympathisants libertaires

FOOT ET GUIGNOL

Lors de l'opération « aspirateur », le contingent s'est débarrassé de ses imbéciles activités quotidiennes pour endosser le triste rôle de briseur de grève en ramassant les poubelles. Europe 1, c'est naturel, a jugé bon de le récompenser. Les braves piou-piou ont pu assister gratuitement à un match de football au Parc des Princes...

Une question : qui va inviter les gentils CRS, également briseurs de grève chez les marins, à voir Guignol aux Tuileries ?



L'économie de marché est en train de crever de la fièvre du dollar

(suite de la page 1)

justement les pays qui possèdent ces matières premières à augmenter leurs prix, ce qui aurait contribué à un apauvrissement grandissant des pays déshérités, à un nouveau bouleversement des économies de marché, à un blocage de la production, à une accentuation de la crise qui aurait fait un bond comparable à celui de 1974. Elle était également profitable à l'exportation américaine, mais elle déséquilibrait les économies faibles au profit des économies fortes et, par conséquent, devenait un facteur de guerres et de révolutions qui, localisées, pouvaient être un élément de relance mais qui risquaient de s'étendre et d'embraser le monde. Et que l'on ne voit pas une contradiction entre le fait que la monnaie soit seulement un baromètre et que son déréglage ait des effets graves. Ce système d'économie libérale basé sur le contrat qui se justifie par la confiance des classes dirigeantes.

Ces tripatouillages, qui peuvent figer un instant la crise, ne régleront aucun des problèmes économiques dont j'ai longuement parlé dans ce journal il y a quelques années, car la crise est aujourd'hui totale, en ce sens qu'il ne s'agit plus de se répartir des terres vierges à grands coups de canons, mais de s'arracher la plus grosse part d'un marché clos et qui ne peut se remettre en marche que si les parts de chacun diminuent.

Dans cette crise des monnaies, qui déséquilibre les échanges, les financiers ont la plus grosse part. La monnaie qui devait faciliter les échanges est devenue une marchandise comme une autre, et cette marchandise est vendue sur la place publique au gré du plus offrant. Les financiers sont des P.-D.G. comme les autres qui, au lieu de vendre des voitures, des voitures ou du vin, vendent de l'argent, tout au moins dans nos pays libéraux. Naturellement, les Etats libéraux ont cherché ou cherchent à freiner ce commerce, ou plutôt à l'orienter, mais comme leur économie est basée justement sur la liberté de se procurer de l'argent et qu'eux-mêmes, à partir de l'emprunt et de la planche à billets, ont recourus à des moyens similaires, il se maintient en place une classe dont le commerce est l'argent, qui possède une clientèle qui achète ou vend de l'argent, qui le raréfie ou le répand sur la place publique au gré de leur intérêt, ce qui oblige les gouvernants à jeter de l'argent frais sur le marché, argent qui, lorsque la spéculation le veut, inonde la place,

se précipite ça et là pour s'investir, se retire, réapparaît et fausse la réalité des échanges. C'est Vincent Auriol qui disait à l'époque du Front Populaire : « La Bourse je la ferme, les financiers je les enferme ! ». Jamais ce brave homme n'a prononcé de mots si justes, même pour le bon déroulement de l'économie capitaliste libérale. Nos gouvernements le savent bien ! Ils essaient de remédier à ce fléau par des petites touches comme l'alignement monétaire européen car ils n'ignorent pas qu'une refonte complète du système monétaire produirait une explosion comparable à celle de 1789. Ils n'y toucheront pas vraiment car ils savent que ces méthodes ont entraîné dans leur sillage les classes moyennes et les notables, et elles sont devenues des murs infranchissables. Le système monétaire crèvera avec la bourgeoisie dont il est la plaie purulente. Et dans le cadre du régime capitaliste libéral, il n'existe aucune solution pour que ce centre nerveux de la société ne fasse pas ses nerfs devant les crises.

Ce problème de la monnaie a d'ailleurs préoccupé les milieux révolutionnaires et les milieux anarchistes. Les Russes eux-mêmes tributaires des échanges extérieurs et par conséquent des variations des monnaies étrangères et du prix de l'or, n'y ont que partiellement réussi à partir d'un contrôle sévère qui défavorise les nations satellitaires avec lesquelles la balance commerciale des soviétiques est hautement bénéficiaire. En réalité, il nous faut encore réfléchir sur la monnaie et bien se garder du fameux Yaka... cher aux imbéciles et aux fripouilles !

Les anarchistes ont eux-mêmes proposé pour les échanges plusieurs systèmes qui vont de la prise au tas à la monnaie fondante, rien de cela ne me donne entièrement satisfaction car tous ces projets ont été proposés dans le cadre où la production et les échanges n'avaient ni le volume ni la diversification que nous connaissons aujourd'hui. Bien sûr que la prise au tas pour les objets de première nécessité tels les ustensiles élémentaires que chacun doit posséder, reste une éventualité et que la monnaie fondante empêche la capitalisation et par conséquent tout intérêt au profit autre que celui de collectionneurs ! Mais ce sont des projets sur lesquels il faudra encore longuement réfléchir en collant aux réalités concrètes et en banissant le fameux yaka !

Maurice JOYEUX

Des médecins flics

Au mois d'octobre dernier, le ministre de l'Intérieur présentait devant l'Assemblée nationale le budget 79 de son ministère. Augmentation de 21,1% par rapport à l'année dernière avec une priorité, devinez laquelle, mais oui, « la sécurité des Français ». Cela se traduit par 1150 nouveaux emplois policiers de créés, ce qui porte l'effectif total à 108 057 « lardus », soit 1 flic pour 500 habitants.

Le flicage de la population va donc crescendo et aujourd'hui, en dehors du policier traditionnel, un nouveau type mûrit dans les serres ministérielles : le médecin-flic. Là, bien entendu, pas question de parler de sécurité pour faire avaler la pilule, on voit mal en effet le ministre Boulin expliquant que ce contrôle médico-patronal est là en fait pour s'assurer si le malade va bien ou si son état empire...

De plus, mettre davantage de flics pour la sécurité des Français, licencier des travailleurs, augmenter les cadences, cela est finalement entré dans les mœurs et on l'explique à la télévision, mais fliquer le malade jusque dans son lit, vérifier si son état de santé ne lui permet pas de reprendre le travail risque de montrer clairement que le travailleur appartient corps et âme à son patron.

Alors le décret réglementant le contrôle médico-patronal des arrêts de travail, qui devrait sortir avant les vacances, est toujours dans les tiroirs ministériels, pour l'instant au grand dam des patrons qui aimeraient, il va sans dire, avoir les pleins pouvoirs pour contrôler leurs esclaves. Le gouvernement, quant à lui, n'aurait pas demandé mieux, mais il se peut qu'au ministère du Travail on sente cette fois-ci que l'affaire n'est pas si simple que cela. Bref, on ne sait trop comment présenter l'arrêt d'autant que plusieurs oppositions se sont manifestées (syndicats, médecins...) et que les dits médecins ne sont, a priori, pas très chauds pour troquer la blouse blanche contre l'uniforme bleu pâle.

Ce contrôle médico-patronal est une vieille histoire qui puise ses origines dans des textes plus ou moins flous, style conventions collectives, permettant en outre toutes les interprétations voulues et le patronat ne s'est pas privé de les accommoder à sa propre sauce. En effet, alors que rien ne donne explicitement le droit aux employeurs de pratiquer ces flicages, certains patrons se sont octroyés ce « droit » d'envoyer auprès de leurs salariés, un médecin-contrôleur, ce qui s'est traduit dans les faits par la naissance d'offices comme Securex, dépendant des employeurs, ou pire GAMECO, dépendant des assurances générales. Suite à cela, plusieurs affaires sont allées en justice, et on ne s'étonnera pas que le conseil d'Etat ait donné chaque fois raison à l'employeur. Le gouvernement, à la subtilité bien connue, désireux d'amadouer son monde, promet donc de supprimer d'ici à 1980 ces contrôles, cela dans le cadre d'une démagogie évidente.

Ce projet de loi prévoit un corps de volontaires parmi les omnipraticiens agréés par l'Ordre et les syndicats médicaux, choisis par les instances médicales et les comités d'entreprises pour passer derrière leurs collègues afin de vérifier leur diagnostic. En clair, il s'agit ici d'une formidable répression contre les soi-disants abus ou absentéisme que dénonce le patronat. Face à cela, les médecins ont réagi et le comité de liaison des gé-

ERREUR — OU CRIME — JUDICIAIRE ?

GILLES Perrault est venu à Bordeaux, le vendredi 18 octobre, pour animer une conférence-débat sur son livre *Le pull-over rouge*. Le sujet de cet ouvrage, c'est l'affaire Ranucci. S'en souvient-on encore ? C'était en 1974, quelques mois après le « scandale » Patrick Henry ! Une petite fille est enlevée à Marseille, son corps est retrouvé quelques temps plus tard. L'opinion publique est ameutée par la presse, par la télévision (« La France tremble de peur !... »). On réclame du sang. Du sang ? Il va y en avoir : un jeune représentant de commerce est arrêté, inculpé, reconnu coupable et finira en 1976, à la prison des Baumettes, sous le couteau de la guillotine.

Pendant dix-huit mois, sans interruption, Perrault s'est livré à une enquête minutieuse qui lui permet de démolir toute l'accusation, toutes les soi-disant preuves : mieux, il démasque les mensonges, les manipulations de témoignages auxquelles s'est livrée la police marseillaise. Cela ne nous étonnera pas, non plus que l'attitude de la justice à tous les stades du procès (appel, cassation), alors que les « preuves » de l'accusation n'auraient pas dû résister un instant, tant leur fragilité sautait aux yeux : le pull-over rouge trouvé près de la victime et appartenant à l'assassin... dans lequel Ranucci avait l'air d'un clown, la description par la police, à 16 heures, d'un couteau, arme du crime... qui ne sera découvert qu'à 18 heures, une voiture 304 qui deviendra subitement une Simca 1100, des témoignages qui, au fur et à mesure de l'instruction, deviendront de plus en plus précis... tandis que d'autres témoignages ne seront même pas écoutés. Arrêtons cette liste : l'exigence de l'opinion publique, le besoin de vengeance étaient tels que rien n'arrêtera la procédure. Giscard - pourtant l'idole de Ranucci - refusera la grâce. Et au bout de cette mascarade de justice : la guillotine.

Et les grands hommes qui nous gouvernent osent parler « d'espace judiciaire européen »... en excluant sans doute la guillotine, parce que, comme le précise Perrault, « là, alors là, il n'y a que nous en dehors de l'espace, on est les seuls, les seuls de l'Europe occidentale ! » Cette rage de répression qui s'abat sur l'Europe, contre qui s'exerce-t-elle ? 95% des 35 000 emprisonnés (voir le ML du 19 octobre : « *Changer les prisons pour garder la Prison* ») sont des prolétaires ou des enfants de prolétaires : sans doute, nous dira-t-on qu'il faut mettre à leur actif les crimes les plus violents, les plus crapuleux, tandis qu'on ne relève contre la « bonne bourgeoisie » que des délits mineurs et par suite peu - ou pas du tout - réprimés. Contre cette délinquance de classe, il convient d'accroître les effectifs des « forces de l'ordre », d'augmenter les temps de détention, avec au bout un peu de guillotine. Tout cela pour nous persuader qu'on diminuera par de tels moyens la délinquance. Ce ne sont certainement pas les anarchistes qui acceptent cela sans réagir.

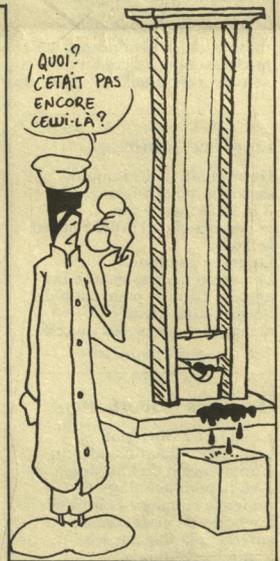
Gilles (Bordeaux)

néralistes a condamné le principe même du contrôle et appelle tous les médecins à s'opposer à ce décret.

Il est certain qu'en dehors du fait qu'une telle loi pourrait conduire à des abus (des gens malades contraints de retourner travailler), des raisons de s'arrêter il y en a des tas, la première étant, c'est sûr, le droit à la paresse (ML 282), c'est-à-dire le droit de refuser pour un moment l'exploitation et de respirer hors du travail abrutissant, mais également la fatigue nerveuse, la tête vide, la dépression. De plus, l'abus d'absentéisme est en vérité un mythe quand on sait que les arrêts de travail représentent une part infime des dépenses de sécurité sociale.

Il nous faut donc réagir devant de telles mesures qui tendent sous prétexte d'économie, de discipline, de responsabilité, à nous supprimer encore un avantage certain. D'autant, qu'à ce jour, rien n'est encore joué.

Denis LAROUSHINE



L'ARMÉE A LA VOIRIE!



Un imposteur, un usurpateur de particule, un salaud parmi d'autres :

LOUIS DARQUIER DE PELLEPOIX

UNE ordure ! L'Express a réussi cet exploit : ébranler dans leurs tréfonds les sentiments pas très clairs, l'opinion vacillante du peuple français, dans le cerveau duquel on entretient sciemment, habilement, la confusion entre antisémitisme et antisionisme. Roger Gicquel, présentateur du journal télévisé sur TF1, s'est mouillé jusqu'à s'indigner devant le million de téléspectateurs, a fait passer des images de mort et d'horreur du camp d'Auschwitz, pour convaincre les Français que s'il existe un menteur sur terre, exactement aux frontières de l'Andalousie et de l'Estrémadure, ce menteur a nom Louis Darquier de Pellepoix... qui a l'outrecuidance souriante de nier les 6 millions de juifs exterminés à Buchenwald, Treblinka, Dachau, Auschwitz ; ce serait affabulation des juifs eux-mêmes qui aiment le vedettariat !

L'Express nous fournit par cette interview un document historique exceptionnel. L'interviewer Philippe Ganier-Raymond déclare sarcastiquement : « Je suis venu vous (Darquier) voir pour essayer de comprendre ce qui se passait dans une tête comme la vôtre il y a 36 ans ». Ganier-Raymond a réussi au-delà de ses espérances. Le seul reproche que l'on puisse adresser à l'hebdomadaire, c'est l'absence d'une synthèse incisive et décisive, après l'interview d'une crapule aussi monstrueuse. Il est vrai que les questions sont, sinon une synthèse, du moins une analyse corrosive du nazisme français au temps de Vichy, du néo-nazisme mondial, toujours en excellente santé en cette fin de l'an 1978.

Anarchiste à tendance plutôt collectiviste, il me faut tout de même dire « je » pour apporter mon témoignage. Si tous les rescapés et toutes les rescapées des camps nazis, comme Simone Veil, si tous les fils et petits-fils des juifs exterminés par asphyxie dans les chambres à gaz, consommés dans les fours crématoires, apportaient le même témoignage véridique, je crois que l'on dépasserait le nombre de 75 000 juifs de France « disparus », victimes du nazisme franco-germanique, auxquels s'ajouteraient les milliers de Gitans et, sans sourire, des Témoins de Jéhovah, illuminés inoffensifs, s'il en fut jamais.

Vous comprendrez qu'en lisant dans L'Express l'interview du Commissaire Général aux Questions Juives de mai 1942 à février 1944, j'ai littéralement explosé, dans mon esprit et dans mon cœur : je suis sémite par ma mère, Rachel, juive polonaise naturalisée française.

Lors de la rafle du Veld'hiv, en juillet 1942, j'avais 16 ans. J'habitais Paris. J'ai vécu cette rafle, je l'ai vue ; j'ai entendu les hurlements des juifs arrêtés en masse, les vociférations des policiers les entassant, les embarquant.

Le 11 février 1943, ce mois de février 43 étant le second stade de l'extermination juive, commandée par Darquier, Bousquet, Laval, Pétain et consorts français-aryens, mon grand-père Jacob Goldberg, ma grand-mère, Dora Wolff, dénoncés par leur concierge, bonne Française-chrétienne-pétainiste, furent arrêtés, les scellés étant apposés sur leur minuscule boutique de cordonniers. Parqués dans un garage avec une cinquantaine d'autres juifs du quartier, ils furent ensuite « enfermés » dans une pièce étroite d'un immeuble désaffecté, place Daumesnil. Là, ils survivaient à 80, surtout des vieillards, des infirmes. Fin juillet 43 ma mère, au risque de sa vie (elle portait l'étoile jaune) et moi-même, venues leur apporter du ravitaillement, ersatz de guerre, nous apprîmes qu'on les avait tous dirigés vers Drancy. Du grand-père Jacob, de la grand-mère Dora, je n'eus plus jamais

aucune nouvelle. L'Eldorado vers lequel Darquier de Pellepoix de mes fesses prétend avoir envoyé les juifs les rendait-il amnésiques ?

A peu près tout le cousinage de ma mère subit le même sort, sauf deux ou trois richards qui, sans doute, grâssèrent la patte aux sbires de Darquier et filèrent vers les Amériques. Parmi la trentaine de membres de ma famille exterminés, il y eut des filles de 13, 16 et 18 ans, des garçonnets de 4 et 10 ans. Et là, je démens les textes cités par L'Express : mon petit cousin de 4 ans fut arraché des bras de son père, jeté brutalement dans un wagon, seul au milieu de gamins et gamines de son âge, tandis que le père et l'autre garçon étaient, eux-aussi, séparés. Ces wagons étaient aiguillés vers Auschwitz, Dachau ou Buchenwald.



Mon témoignage est celui d'une descendante d'une famille juive polonaise : mes grands-parents maternels étaient venus, à la fin du 19^e siècle, en France, terre de liberté, pays de la Déclaration des Droits de l'Homme, fuyant un ghetto de Pologne. Multipliez ce témoignage par mille, vous aurez des chiffres indiscutablement terrifiants.

Si Pétain et sa clique parent, l'allégresse au cœur, organiser ce génocide, la droite leur avait depuis longtemps huilé le terrain ; la droite et l'église catholique au cours des siècles.

C'est en 1215 que le Concile de Latran ordonna le port de l'étoile jaune aux juifs, ces damnés que Louis IX (Saint-Louis) vouait à l'enfer. Ils n'eurent plus droit qu'aux échopes de petits artisans et d'usuriers. Edouard Drumont dont *La Libre Parole* était le second évangile de pas mal de Français cathos-royalistes, fit haïr le « juif » comme un pestiféré. Dreyfus divisa la France certes, mais les plus révolutionnaires hésitèrent avant de prendre parti franchement. Un temps de répit : les juifs eurent accès aux lycées, aux grandes écoles, aux universités. Maurras et ses fans balayèrent ce courant favorable aux juifs-travailleurs en France. Les religieux, les ecclésiastiques lisaient clandestinement

le torchon antisémite *L'Action Française*, condamné par Pie XI, réhabilité par le pape nazi Pie XII. C'était sous le couvert du « nationalisme » que se camouflait l'antisémitisme... c'est le seul fait exact énoncé par Darquier.

Alors, justement, Darquier de Pellepoix eut la tâche facilitée ! Les Français trouvèrent normal que l'accès des squares, des cafés, des lycées fût interdit aux juifs ; qu'on leur réservât le dernier wagon du métro, comme à des bestiaux. De délation en délation, les bons aryens de France aidèrent les autorités à expédier vers les abattoirs leurs concitoyens non aryens ! La police aussi, bien sûr ! Il y eut des exceptions aussi, qui ne sont là que pour confirmer la règle. La règle de Darquier c'était : « Les juifs dehors, mort aux youpinis ! »

Anarchistes, nous ne pouvons soutenir un Etat, même s'il a nom Israël. Athée, je ne puis accepter un gouvernement théocratique, fondé sur une re-

ligion. Nous ne sommes donc pas sionistes. N'oublions pas cependant que les seuls amis des juifs furent longtemps les Arabes. Juifs et Arabes sont de la même ethnie : ils sont sémites. Quand Isabelle la Catholique chassa les juifs de son territoire, ce sont les sultans qui, chez eux, leur donnèrent le droit d'asile.

N'être pas sioniste ne signifie pas être antisémite. Les exploités qui nous gouvernent s'efforcent, car ça leur profite, de semer la confusion entre antisémitisme et antisionisme. Ne nous laissons pas piéger !

Non-sioniste, je n'oublie pas que près de 30 membres de ma propre famille furent exterminés par le nazisme de France et d'Allemagne.

C'est pourquoi, Louis Darquier de Pellepoix, je pense qu'un seul terme peut vous définir, vous et d'autres d'ailleurs : vous êtes un SALAUD !

Marie-Madeleine HERMET

Mauvaise foi

Ce Bernard-Henry Lévy, quelle mauvaise foi ! Aller chercher une pointe de racisme dans la réflexion de Georges Marchais qualifiant Cohn-Bendit d'« anarchiste allemand », c'est vraiment vouloir faire une mauvaise querelle de mots.

S'il est en effet un homme politique qui a toujours montré de la sympathie pour nos voisins les germains, c'est pourtant bien lui ! Il est même l'un des rares qui, à une certaine époque, a travaillé pour eux !

A quelle époque, dites-vous ? Bah ! quelle importance ?

Hélène VARELIN

« On ne mentie pas un juste droit on le prend »

AU 32 de la rue Bécheval à Saint-Lô, un immeuble, propriété de la ville, restait occupé depuis 3 ans. Différentes demandes, émanant de diverses associations, avaient été faites auprès de la municipalité, pour une éventuelle utilisation de l'immeuble... sans résultat.

Il y a de cela six mois, trois associations locales, le Cercle d'Etudes Sociales, la Coopération des Artistes Libres et Radio-Prolo adressaient à leur tour une lettre à cette même municipalité, lui demandant « d'offrir aux chômeurs, travailleurs, femmes, soldats et lycéens, un lieu de rencontre, de discussion, de solidarité, pour promouvoir l'expression et la création populaire ». L'immeuble ayant été acheté « afin de permettre, après arasement, l'aménagement du carrefour » où il se situe, la réponse de la Mairie fut négative.

L'arasement et l'aménagement se faisant attendre, depuis 3 ans aujourd'hui rappelés-le, des membres de Radio-Prolo, aidés par des militants de la Fédération Anarchiste et de l'O.C.T., ont décidé d'occuper les lieux laissés trop longtemps à l'abandon.

Depuis le samedi 28 à 6 h du matin, une quinzaine de personnes se sont installées dans ce qui s'appelle désormais « La Maison pour Tous », mettant fin à une inoccupation scandaleuse quand on sait que nombre d'associations ou groupes divers sont à la recherche permanente de locaux.

La municipalité n'a pour l'instant pas réagi face à cette occupation, le maire de Saint-Lô la qualifiant d'« anecdote » et déclarant d'autre part que « par sa présence dans l'immeuble, le groupe nous assure un gardiennage bénévole ». Déclaration intéressante qui a incité les occupants à réclamer un salaire et des « conditions de travail » décentes puisqu'ils restent privés d'eau, de gaz et d'électricité.

Bien sûr, cette occupation ne plaît pas à tout le monde, et si la municipalité n'a pas encore cru devoir réagir, d'autres l'ont fait. Dans la nuit du 30 octobre, des crapules du Front National, ce nid de vipères qui a aussi ses adeptes à Saint-Lô, ont lancé des pots de peinture sur les murs, tenté d'atteindre la banderole qui informe de l'occupation de l'immeuble, et ont promis à ses occupants de les déloger. D'un autre côté, des menaces sont parvenues de la part d'« autonomes libertaires » qui souhaitaient entrer en possession de l'immeuble après en avoir vué les militants de la F.A. et de l'O.C.T.

Quoi qu'il en soit, l'occupation continue, au nez et à la barbe des fascistes et des imbéciles. A suivre...

Paris

Répression contre les habitants en lutte du Marais

LES habitants du Marais à Paris, qui luttent depuis plusieurs années contre les expulsions et pour un habitat social, se sont vus de nouveau réprimés par le pouvoir.

Après avoir intenté un procès aux cinq familles qui avaient occupé les logements de l'îlot St-Paul, la RIVP (Régie Immobilière de la Ville de Paris) s'attaque maintenant à trois personnes de l'intercomité du Marais ; elle les accuse d'actions illégales incitant à l'occupation et leur réclame la bagatelle de 67 millions pour retard dans les travaux (manque à gagner pour les spéculateurs).

A travers le procès du 18 octobre, plusieurs points se dégagent : d'une part, la volonté de la RIVP de briser cette association en pratiquant la tactique bien connue de l'individualisation des responsabilités en face d'une lutte collective. Et par là-même, c'est la mise en péril du droit d'association par des mesures d'intimidation. Ce qui nous est signifié, c'est : « Vous voyez le risque que vous prenez en participant à de telles associations ! »

De plus, c'est aussi pour la RIVP un procès contre la justice elle-même, qui a accordé un délai de trois mois aux occupants pour quitter les lieux, ce délai ayant empêché de mener à bien leurs opérations de spéculation immobilière. C'est donc un avertissement pour que dorénavant la justice s'exécute dans les règles (pas de délai) devant la RIVP, en appliquant strictement le code de la propriété privée.

Pour les habitants de l'îlot St-Paul, ce procès marque donc une nouvelle phase dans leur lutte ; une solidarité active doit leur être apportée après ce procès pour dénoncer les tactiques de la RIVP et du pouvoir qui la soutient (Mairie de Paris). Aux accusations de la RIVP, l'intercomité répond : « Est-il illégal de s'apercevoir que la rénovation expulse ? Est-il illégal de proposer d'autres solutions permettant le maintien dans les lieux et des loyers accessibles ? Est-il illégal de réclamer qu'aucun logement ne soit muré et qu'aucune famille ne reste mal logée ? Est-il illégitime, depuis le temps que nous payons nos loyers, de réclamer la réfection légère de nos immeubles ? »

Il est à noter qu'un contre-projet établi par l'atelier d'architecture populaire du Marais, en liaison avec l'intercomité, a été proposé à l'office des HLM et devrait être réalisé.

La condamnation des trois membres de l'intercomité, même à 1 F symbolique (le délibéré sera rendu un mois après le procès) signifie pour nous un pas de plus vers la non reconnaissance du droit d'association et vers une justice encore plus sévère dans les cas d'expulsion.

La spéculation immobilière menace tous les quartiers historiquement populaires. Dans le projet de planification et de rationalisation capitaliste appliquée au domaine urbanistique, ces quartiers présentent des cibles de choix. La lutte des habitants du Marais ne doit pas rester isolée et symbolique au seul contexte parisien. Tous les grands centres urbains (Lyon, Marseille, Bordeaux...) vivent cette réalité. C'est pourquoi la lutte populaire contre les expulsions, à travers la multiplication de comités ou d'associations d'habitants constitue un réel rapport de force et de classe contre la mainmise capitaliste et financière sur la ville.

La création de comités et leur coordination doit se développer afin de présenter dans leurs actions et dans l'élaboration de contre-projet une alternative au système urbanistique actuel et réaliser un contre-pouvoir dans la ville !

La condamnation de ce comité est symbolique : elle démontre la résistance étatique et capitaliste à toute tentative de réappropriation de l'environnement et de l'espace urbain par les habitants eux-mêmes ; elle nie la volonté populaire et son désir d'émancipation.

La volonté des habitants du Marais à ne pas céder face à la répression bourgeoise doit nous inciter à développer la lutte dans le quartier.

Groupe Emma Goldman

zaïre

L'ART D'INAUGURER LES CHRYSANTHÈMES A BON ESCIENT — Alors qu'une épidémie de choléra provoque le décès de milliers de misérables sous-alimentés et s'étend depuis plusieurs mois dans la région du Kivu à l'Est du Zaïre avec une vigueur inconnue à ce jour en Afrique centrale, le gouvernement zaïrois n'a révélé que récemment la catastrophe à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et à l'opinion publique étrangère. Sans doute croyait-il singulièrement inoportun de lever un nouveau voile sur les réalités idylliques de cet heureux pays ?

Le gouvernement, arguant de ses difficultés financières, n'intervient qu'à peine ; une majeure partie du vaccin reçu gratuitement de l'extérieur fait d'ailleurs bien à point les choux-gras des intermédiaires et des

INFORMATIONS INTERNATIONALES

dispensateurs de certificats sanitaires.

Voici bientôt 4 ans que le régime Mobutu mendie officiellement toutes les formes des aides internationales généralement très intéressées... pour la « reconstruction » de son économie, le relèvement de son administration, la restructuration de ses forces armées et en dernier lieu l'atténuation d'une disette urbaine et rurale devenue trop ostensible.

Partant la misère et la corruption se généralisent. Mobutu, en cette fin d'octobre, vient de clore, à son village natal de Gbadolite, une série de cérémonies d'une semaine dédiées à la mémoire de son épouse décédée il y a un an. A cette occasion un grandiose mausolée a été inauguré ; il n'a coûté

que 60 millions de francs : une aumône! Nous ne croyons pas qu'il illustre les mérites de la défunte épouse, mais plus certainement la mégalomanie et le mépris du peuple caractérisant le grand Timonier-Bâtisseur. Entre autres fleurons du régime, le peuple zaïrois lui est redevable (encore!) d'un Palais du Peuple (150 millions), d'un monument aux Héros (?) de 80 millions, de la Résidence Présidentielle (à peine moins) et... des extensions des camps militaires et d'internement à chaque fois 20 à 60 millions).

Les imposantes cérémonies étaient réhaussées par des invités de marque dont l'empereur Bokassa 1^{er} et Mesdames Giscard d'Estaing, Houphouët-Boigny, Senghor et la princesse Paola de Belgique. L'avant-scène étant ainsi occupée, Amin Dada s'était vraisemblablement fait excuser. Le cardinal de Kinshasa, retour de Rome, représentait, entouré de 9 évêques, le Vatican et l'Eglise progressiste au chevet du sépulcre embaumé.

hollande

UNE OCCUPATION — Le 9 octobre, les locaux d'« Amnesty International », à Amsterdam, étaient occupés par une vingtaine de membres du « Front de résistance rouge » qui protestait ainsi contre l'inactivité d'« Amnesty » devant les traitements infligés aux 3 membres de la RAF détenus en Hollande. Ce Front de résistance est composé de sympathisants des Brigades rouges et de la RAF qui, tout en approuvant verbalement - les méthodes terroristes, ne se livrent pas à l'action illégale. Il est certain que le groupe d'Amnesty, à Amsterdam, est beaucoup plus passif que celui de La Haye. L'isolement auquel sont soumis les trois détenus a soulevé les protestations des avocats et des médecins qui leur ont donné des soins et qui « refusent désormais d'être les complices d'une exécution lente de leurs patients ». L'occupation n'a duré que 24 h, sans violence et sans intervention de la police.

ON SE DÉBARRASSE — Le 13 octobre, Wackernagel et Schneider ont été extradés en Allemagne fédérale et le 17 c'était le tour de Folkerts. Comme le cas de ce dernier n'était pas réglé en appel, son extradition frise l'illégalité et il sera « restitué » à la Hollande si l'appel est accepté. Le gouvernement néerlandais, en se débarrassant des trois détenus, se décharge sur le gouvernement allemand des suites d'un isolement... qui va continuer dans d'autres prisons.

Transmise par le mouvement libertaire cubain en exil

DÉCLARATION DES PRISONNIERS POLITIQUES DU SECTEUR DE LA MÉDECINE A CUBA

LA teneur d'une information d'Amnesty International, à laquelle publicité fut faite à Cuba, dans laquelle on signale la quantité de prisonniers politiques, professionnels de la médecine, emprisonnés en divers pays de notre continent, mais oubliant ceux qui, appartenant également à ce secteur, remplissent les prisons de Cuba, subjuguée par le Castro-communisme, a amené ces derniers à remettre une lettre explicative (par moyen indirect) au dit organisme international.

Nous portons, nous aussi, à la connaissance de tous, le texte de cette lettre dans le double but de nous solidariser avec les prisonniers politiques à Cuba et pour que cela serve de démenti à Castro et ses hommes de paille qui prétendent taire le fait qu'il y a des prisonniers politiques à Cuba.

Voici le document qui est sorti clandestinement des prisons cubaines :

*Prison La Havane de l'Est - Mars 1978
Messieurs les dirigeants
de l'institution Amnesty International,*

Par la présente, nous voulons vous signifier la surprise que nous a produite le résultat de la récente information rendue par cette prestigieuse institution, relative au nombre de prisonniers politiques appartenant au secteur de la médecine, qui restent en prison en Equateur, au Brésil, Paraguay et autres pays du continent américain.

Notre surprise ne provient pas de l'exhaustive fourniture de chiffres sur ces pays dont on rend compte dans la présente information. Notre surprise indignée vient de ce qu'on y a omis tout type de référence quant au nombre, aujourd'hui encore alarmant, de prisonniers politiques cubains appartenant, eux-aussi, au secteur de la médecine, qui, dans le conglomerat de milliers et de milliers de prisonniers politiques cubains des plus diverses provenances : paysans, ouvriers, étudiants, intellectuels et hommes et femmes de toutes disciplines scientifiques et artistiques, continuent de croupir dans les diverses prisons et camps de concentration établis en long et en large de l'île de Cuba.

Nous qui signons cette lettre, nous voulons supposer que l'institution Amnesty International que vous constituez et dirigez, détentrice du prix Nobel de la Paix 1977, fut créée dans le but de parvenir à des objectifs altruistes dans la plus ample acception de ces termes, et non pour servir sectairement un groupe ou une idéologie déterminée.

Nous voulons supposer, et nous supposons, que l'institution Amnesty International est constituée de personnes qui s'auto-respectent, cela comme point de départ sur le chemin du respect des autres.

De plus, nous voulons supposer, et nous supposons, que l'institution Amnesty International, n'a pu obtenir, jusqu'à présent, une investigation plus intégrale, et que cela l'a amené à omettre notre existence. L'information attribuée au Paraguay le nombre le plus élevé de prisonniers politiques appartenant au secteur médical, avec le nombre de 9, quand dans le même temps, et dans un seul édifice de cette prison de La Havane de l'Est, il existe un nombre beaucoup plus important de prisonniers politiques cubains de ce même secteur.

En conséquence, nous tenons, pour preuve de ce qui est exposé antérieurement, à vous fournir, avec cette lettre, l'information d'un groupe de notre secteur. Pour autant, soyez sûrs que cette liste n'est pas complète mais que de toute façon, par elle-même, avale ce qui est exposé précédemment.

Docteurs Alberto Fibla Gonzales, Marcelino Feal Rodriguez, Jose E. Velasco Santa Cruz, Carlos Portela Oroza

A la suite de cette lettre figure la liste de 28 médecins, pharmaciens, infirmiers, techniciens des hôpitaux, vétérinaires, détenus à Cuba dans les prisons de La Havane de l'Est, Preprendado, Provincia de Camaguey, La Calana, Puerto Boniato, et les camps de concentration de El Canon, Nuevo Amanecer, La Cristina et Tapaste.

Mouvement Libertaire Cubain en exil

allemagne

BERLIN-OUEST — Le ML du 7 septembre avait signalé le projet de création d'un forum libertaire à Berlin-Ouest. C'est maintenant chose faite et bientôt le forum aura son local. Il sera le centre de ralliement des divers courants de la pensée libertaire qui, en dépit des différences de tendances, ont des principes et des idées communes. C'est en approfondissant ce qui rapproche les anarchistes - et non pas en insistant sur ce qui les divise! - que le socialisme libertaire a une chance. Le forum ouvre une discussion sur le problème de la participation aux élections : c'est en effet en mars 79 qu'ont lieu les élections au Sénat de Berlin-Ouest et une liste « d'alternative » est en train de se constituer. Nous reviendrons en détail sur cette question dans le prochain numéro du journal.

STUTT GART — Aux établissements Daimler-Benz, à Stuttgart-Unterturkheim, les élections au conseil d'entreprise avaient été annulées à la suite d'irrégularités et de fraudes dont avait profité la liste du puissant syndicat IG-Metall au détriment d'une liste oppositionnelle. De nouvelles élections ont eu lieu le 29 septembre et dans le collège « ouvrier », la liste de l'IG-Metall a perdu 12% des voix qui ont été gagnés par la liste d'opposition. L'IG-Metall conserve la majorité, mais passe de 19 sièges à 15, tandis que la liste d'opposition passe de 8 sièges à 12. Un peu partout ces listes d'opposition - de tendances fort variées - gagnent du terrain. Le syndicalisme de la DGB est de plus en plus contesté à la base. Mais l'IG-Metall, avec ses 2 681 000 adhérents, son appareil et ses ressources financières, exerce un monopole dont il sera difficile de venir à bout!

COLOGNE — Trois avocats de Cologne, agissant au nom de Brigitte et Gudrun Stoll, ont déposé une plainte contre inconnu au sujet de la mort de Peter Stoll. On sait que le « terroriste » Stoll a été abattu par la police dans un restaurant de Dusseldorf. Les circonstances de ce meurtre ont été l'objet de récits contradictoires. Stoll a-t-il essayé de se saisir d'une

arme ? Pouvait-il le faire ? La police était-elle obligée, pour se défendre d'une attaque éventuelle, de tirer à bout portant ? Il semble bien que Stoll a été abattu de sang froid par des policiers impulsifs, trop zélés... ou trop bien dressés. Il y a gros à parier que la plainte n'aura pas de suite, le meurtre de Stoll ayant attiré à leurs auteurs félicitations officielles et, sans doute, encouragements à continuer.

KARLSRUHE — Il existe à Karlsruhe, comme ailleurs, un journal local (Stadtzeitung) qui exprime la pensée des comités de citoyens et dont le franc-parler indispose naturellement les autorités. Des poursuites viennent d'être engagées contre le responsable de ce journal, coupable d'un délit qui aurait fait la joie de Courteline. Rendant compte d'une rafle de police dans un cabaret, le rédacteur a employé - pour désigner les « représentants de l'ordre » - le terme de « Bullen » qui est, en allemand, l'équivalent de flic en français ou de cop en anglais. Les « Bullen », se sentant outragés, réclament 600 DM pour venger leur honneur. Mauvaise querelle cherchée à un journal indépendant et gênant, mais les tribunaux du pays de Bade sont imperméables au ridicule et les flics de Karlsruhe ont l'épiderme bien sensible (et pourtant les « taureaux » (Bullen) - et les « vaches » - ont la réputation d'avoir le cuir dur!).

Le 28 octobre, France-Inter réalisait une émission sur le Cambodge. Des réfugiés ayant fui le massacre étaient venus apporter leur témoignage sur la « rééducation » entreprise là-bas par les kmers rouges.

Pour être rouge, le pays est rouge, c'est le moins qu'on puisse dire! Le sang a coulé à flots de la façon la plus horrible et continue, selon toute vraisemblance, à abreuver les nouveaux bourreaux de ce pays.

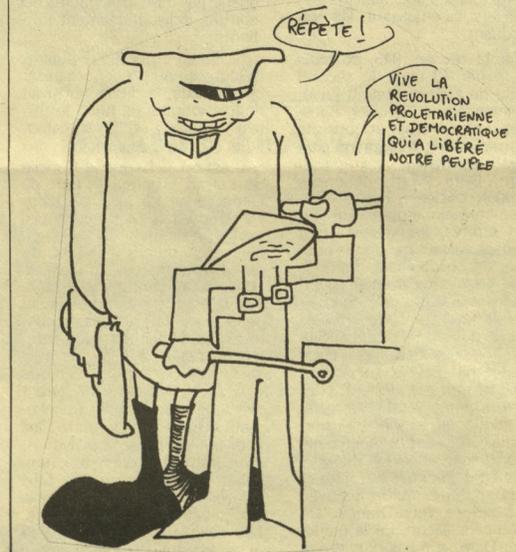
Pourtant, le fait n'est pas nouveau, il faut toujours qu'une voix s'élève, malgré les témoignages accablants, pour justifier les « bavures » et affirmer que dans ces pays où le règlement de compte à grande échelle fait office de solution à la question sociale, tout va pour le mieux ou presque, que toutes les horreurs vécues et rapportées ne sont que racontars et calomnies des ennemis de la « démocratie ».

Cette voix odieuse, nauséabonde, niant l'évidence à chaque instant, a été, pour ce qui concerne le Cambodge, celle du dénommé Jurquet, le Pol Pot français du PFM-ML, à moins que ce ne soit du PML-FN, enfin bref un truc dans ce genre-là.

Des morts ? Oui bien sûr, il y en a eu! Quelle révolution a échappé à ce phénomène ? Des prisonniers ? Certes, il y en a bien un peu, mais on ne fait pas d'omelettes sans casser d'œufs et puis ce sont des contre-révolutionnaires prêt à tout dès qu'on leur laisse une seconde de liberté!

Bref, rien de bien terrible, affirme Jurquet! Des preuves ? Tout cela lui a été confirmé par... les dirigeants kmers rouges rencontrés sur place.

Alors, il a raison Jurquet, y'a vraiment pas de quoi s'inquiéter.





Le livre de la semaine
par
Maurice JOYEUX

Albert Camus

de Herbert Lottman

Edition du Seuil

C'EST avec émotion que j'ai ouvert ce livre sur un homme qui fut mon ami. Amitié d'idée, faite de rencontres circonstancielles, n'allant jamais jusqu'à l'intimité. Les biographies sont redoutables, elles vous font connaître toute une face cachée d'un être. C'est probablement pour cela que l'auteur, dans sa dédicace, pose le problème du souvenir d'un homme qu'on a aimé!

ce qui a comme avantage de se donner un air original sans perdre les lecteurs communistes qui, pour un temps, se comptèrent par dizaines de milliers. Camus, qui n'a jamais été existencieliste, va se joindre à eux pour un temps, mais leur attitude serve en face des communistes l'obligera à s'éloigner et c'est pendant cette période que je l'ai connu.

Vingt-cinq ans et plus! Que tout cela est loin! Lottman explique parfaitement les rapports qu'eut Camus avec les militants révolutionnaires, et l'appui qu'il reçut d'eux au moment où la parution de L'Homme révolté déclancha la colère de tous les petits intellectuels qui donnaient la leçon aux travailleurs des usines en les encourageant à rejoindre les communistes! Il faut relire Les communistes et la Paix de Sartre pour comprendre jusqu'où la bêtise de ce dernier et de ses amis pouvait aller. Le livre de Camus faisait voler en éclat la suffisance et la médiocrité intellectuelle de tous ces personnages. Depuis, nous avons vu le Sartre aller faire le guignol devant chez Renault pour amadouer une extrême-gauche sur laquelle il crachait autrefois, et l'extrême-gauche est passée, indifférente! Aujourd'hui, ce qui reste de ces « existencielistes » proclame « comme une révélation ce qu'avec Camus nous proclamions alors et qui nous valait leurs insultes. Et seulement au regard du souvenir, le livre de Lottman sur Camus sera une utile contribution à l'histoire de notre temps et servira à démystifier ces « révolutionnaires » de facultés, qui, disait Camus, « placent toujours leurs fauteuils dans le sens de l'histoire ».

Mais ce livre a bien d'autres mérites. Il nous fait comprendre la difficulté de la création, la technique de Camus qui s'appuie à la fois sur le roman, sur l'essai, sur le théâtre pour définir l'absurde de l'existence et proposer la révolte comme remède.

« Vous n'êtes pas un philosophe, monsieur Camus » proclamaient alors des personnages importants de l'époque dont tout le monde ignore aujourd'hui les noms. C'était peut-être vrai, mais, je vous le demande, qui aujourd'hui aurait l'idée de lire L'Être et le Néant? Alors que L'Homme révolté se lira tant qu'il restera trace d'oppression sur cette terre.

En tous cas, je recommande à nos lecteurs cette biographie qui lui fera connaître Albert Camus, l'histoire politique de l'après-guerre et la présence modeste mais réelle de la Fédération Anarchiste et de ses militants dans ses luttes. C'est un livre écrit lestement, qui fourmille d'anecdotes, les unes amusantes, les autres tragiques. Albert Camus était un personnage de théâtre. Au centre de ce livre qui le décrit, il apparaît, par la grâce de l'auteur, comme un homme décidé à épouser son temps et c'est peut-être ce que j'ai retenu de plus profond des rapports que nous eûmes dans un Paris qui se remettait mal de la guerre.



Bien que modestement, Herbert Lottman, à propos de cette biographie d'Albert Camus, nous dit qu'il ne s'agit de d'une contribution à l'étude de l'homme et de son œuvre, on ne voit pas bien, en dehors des commentaires, ce qu'on pourrait ajouter à ce travail remarquablement documenté, nourri de citations, qui ne laisse rien dans l'ombre et qui suit l'écrivain de sa naissance à sa mort. Naturellement le lecteur, comme moi-même, y découvriront un Camus inconnu comme chacun de nous reste inconnu par certains côtés, même de ses proches. Mais ce qui intéressera le lecteur, c'est surtout l'écrivain, le journaliste, le politique, et le biographe américain nous fait redécouvrir le Camus que, pour ma part, j'ai bien connu et dont chacun se souvient. Il le fait sans excessive complaisance et il a bien raison. Son procédé relève parfois de la dissection et sur les passages discutables de la vie de Camus, il présente tous les aspects du problème sans prendre parti, laissant au lecteur le soin de juger.

Mais où l'honnêteté de Lottman éclate, c'est justement lorsqu'il décrit les liens qu'entretenait Camus avec les syndicalistes révolutionnaires, avec les pacifistes, avec les anarchistes espagnols ou français et avec moi-même, bien passé pieusement sous silence par ses précédents biographes.

Camus va déboucher sur la scène littéraire et politique au lendemain de la Libération. Deux œuvres et un journal vont le rendre célèbre : Le mythe de Sisyphe, L'Étranger et Combat. C'est la période folle de St-Germain des Prés, peuplé d'écrivains « existencielistes » dont tous n'ont pas été aussi résistant qu'ils veulent bien le dire et qui se pressent autour d'un pape, Jean-Paul Sartre. Sartre dont l'œuvre, aujourd'hui bien défranchée, recopie le marxisme en changeant les virgules de place,



CINÉMA

L'homme de marbre

d'Andrej Wajda

ANDREJ Wajda nous présente un film d'un grand intérêt sur la Pologne des années 50.

Il nous expose d'abord les problèmes qu'il a rencontrés à sa réalisation en nous faisant vivre les péripéties d'une jeune réalisatrice qui veut faire un film sur les ouvriers stakhanovistes de l'époque et a bien du mal à retrouver la trace de l'ouvrier autour duquel elle axe tout son travail - Birkut - qui fut un de ces « héros du travail ».

Et ce sont toutes les tare du système stalinien qui sont étalées sans complaisance : les cultes de la personnalité et du Parti « éclairer des masses laborieuses », les mythes du héros national, du travail, l'absolutisme étatique qui fait des travailleurs des arrivistes prêts à tout pour se sortir de leur misérable condition, les purges et la déviationnisme y sont autant d'illustrations des fameux mots de Lenine : « Il faut organiser l'étude et l'enseignement du système Taylor, son expérimentation et son adaptation systématiques. Il faut aussi, en visant à augmenter la productivité du travail, tenir compte des particularités de la période de transition du capitalisme au socialisme qui exigent, d'une part que soient jetées les bases de l'organisation socialiste de l'émulation et d'autre part que l'on use des moyens de contrainte, de façon que le mot d'ordre de la dictature du prolétariat ne soit pas discrédité par l'état de déliquescence du pouvoir prolétarien dans la vie pratique ».

Traduisez : « La dictature sur le prolétariat sera efficiente et, camarade, si tu ne suis pas la ligne tortueuse qui, par l'intermédiaire du Parti, te mènera au paradis socialiste, tu pourras faire ton autocritique avec toutes les conséquences que cela suppose ».

Wajda est un bon traducteur, simple et suggestif, qui nous fait partager une émotion, cette émotion qui nous donne envie de gueuler devant l'imbécillité souveraine de ceux qui prêchent les théories animistes et entraînent les masses avancées vers un gouffre sans fin.

Jean-Claude CORMIER

L'argent des autres

de Christian de Chalonge

Il est encore temps d'aller voir ce film qui en dit long sur les vautours de la haute finance. Certes, le thème n'est pas nouveau, mais le film démonte admirablement les mécanismes, les engrenages financiers autant qu'humains, des manœuvres des banques d'affaires, des aventuriers de l'investissement, mais aussi les réglemens de compte, etc.

Un cadre supérieur de l'une de ces banques d'affaires, fondé de pouvoir joué par Jean-Louis Trintignant, est lancé à la face de l'opinion publique comme bouc émissaire afin d'étouffer un scandale, par le

père spirituel de ce cadre, le directeur de la banque (Michel Serrault est étonnant dans un rôle auquel nous n'étions pas habitués). Claude Brasseur type une caricature d'« aventurier du capital », jamais à cours d'idées extravagantes, théoriquement rémunératrices et souvent catastrophiques, mais soutenus par des crédits et des relations jusqu'à sa séchéance.

Les mécanismes des holdings, des pouvoirs de décision, les immenses perspectives pour les détenteurs de capitaux, mais aussi les lâchetés, les paniques, l'absence de scrupules qui caractérise ces charognards, sont révélateurs de la moralité de notre système économique-financier... et laissent songeur sur l'ampleur des scandales soigneusement maquillés qui parsèment leurs tableaux de chasse...

B.R.

Judith Therpauve

de Patrice Chéreau

FILM d'actualité s'il en est, en ces temps où presses régionales, parallèles ou quotidiennes subissent les lois de la concentration (voir Hersant), les contraintes ou la censure de l'Etat (Ah, nana... Pilote), les difficultés financières de toutes sortes (Rouge, ...).

Théâtre

Le cauchemar de Bella Mannigham

Au théâtre Marigny

LA pièce de Patrick Hamilton est une très bonne intrigue policière digne de la meilleure tradition britannique. La mise en scène de Robert Hossein, dans un remarquable décor, du temps victorien, mérite tous les compliments. Bella Mannigham est une malade, disons une angoissée, elle revient après quatre ans d'absence passés en Australie, son mari semble un peu las de ce compagnonage, avec une perpétuelle inquiétude. Il a placé près d'elle une garde-infirmière. En réalité cette personne possède ses diplômes de médecin. Pourquoi? Mystère à éclaircir. Elle a comme serviteur un ancien cocher, manchot, homme à tout faire et plus que curieux. Puis, auprès de ce quatuor énigmatique, évolue un bonhomme indéfinissable, miteux, gourmand et légèrement porté sur les bouteilles, policier à ses heures. Voilà tous les artisans de cette très sombre histoire, au propre comme au figuré, l'éclairage au gaz nous laisse dans une discrète pénombre. Par contre, il y a moins de discrétion dans la sonorité, un peu moins de vacarme serait un avantage pour la pièce.

La compagnie Valère-Desailly s'adapte parfaitement au style de cette pièce à rebondissements. Simone Valère endosse le rôle de Bella, c'est un exploit : presque toujours en scène et des dialogues violents à débiter, mais son solide talent permet cette performance. Sa garde réservée et pleine de mystère est très bien jouée par Candice Patou. Est-elle la maîtresse du mari? Allez savoir! Evidemment le rôle du mari revient à Jean Desailly, il est exactement le gentleman qu'il faut pour cette composition. Le cocher manchot est très bien personnifié par Patrick Préjean, excellent dans ce drame. Puis, comme il faut toujours un phénomène dans les mystères, fussent-ils londoniens, on a le plaisir de contempler Jean-Marie Proslir en inspecteur du Yard, aussi amusant que décontracté et évoluant dans ces machinations comme un poisson dans l'eau. Son talent pour les emplois indéfinissables s'accroît progressivement. Il y a tant d'énigmes dans cette histoire que j'écrirai à l'auteur afin qu'il m'éclaire. A moins que le malicieux Frédéric Dard, ahn de nous étonner, n'ait encore compliqué l'histoire.

Francis AGRY

AU THÉÂTRE DE LA COMMUNE D'AUBERVILLIERS

UNE CRÉATION DE ROGER BLIN

Comme nous l'avions annoncé précédemment, c'est le 14 novembre que le théâtre de la commune d'Aubervilliers présentera Minamata and Co par la compagnie Roger Blin, et mise en scène par lui.

Nul doute que cette pièce de Osamu Takahashi, qui traite du problème de l'environnement, n'ait un retentissement considérable.

Le Capital n'a d'existence et de force que par la vente des produits qui transforme en argent le travail volé et prétendument rétribué

En fonction de cela, l'économie capitaliste se définit un double espace marchand dont les rouages de fonctionnement reposent sur une dialectique oppositionnelle et conflictuelle avec, à la base, les pôles antagonistes suivants :

— Celui du travail salarié qui fournit au Capital une main d'œuvre censée être passive et soumise à son vouloir et que celui-ci vise à rétribuer « légalement » aux prix les plus bas possibles, lui extorquant ainsi la plus grande part de son effort productif.

— Celui des produits que confectionne cette main d'œuvre asservie et à partir desquels le capital, tout aussi « légalement » escompte obtenir les prix de vente les plus avantageux possibles. Pour conserver sa marge de profit, le Capital, pour chaque augmentation de salaire concédée, augmentera alors le prix de vente des produits.

Inévitablement, il s'ensuit alors que l'économie capitaliste vit dans un état de crise larvée permanente, du fait que, logiquement, elle ne puisse jamais totalement parvenir à équilibrer ses mécanismes de production et de consommation, et ce de façon absolument nécessaire :

— Soit que les possibilités d'achat, donc la capacité de consommation des travailleurs, soient inférieures à la capacité productive du Capital, ce qui entraîne inéluctablement une surproduction non négligeable qui oblige alors le Capital à détruire les produits en sur-nombre pour maintenir des taux de profits qui soient rentables,

— Soit que le Capital rencontre des difficultés passagères devant la combativité ouvrière, les travailleurs ou plus exactement « leurs » syndicats voulant vendre plus cher leur force de travail, ce qui occasionne une suraccumulation de capital qui pousse la bourgeoisie et la technobureaucratie, en espérant des taux de profits supérieurs dans le futur, à restructurer leurs marchés par un réaménagement des forces productives.

La crise que connaît actuellement le capitalisme mondial est le produit immédiat de la crise du système salarial international de production

Par delà toutes les mystifications démagogiques sur la hausse « sans précédent » des prix des matières premières (pétrole, café, etc.), il importe de constater objectivement que la crise actuelle n'est que la conséquence directe d'une exacerbation des contradictions fondamentales qui régissent la structure du double espace marchand que nous venons d'analyser et à partir duquel l'esclavage salarial s'organise. L'accélération brutale des valeurs énergétiques n'est pas la cause de la crise, elle n'en est que l'effet, effet mis en avant par toutes les cliques politiciennes pour nous faire oublier la cause, pour nous maintenir chloroformés les consciences afin de continuer à nous faire accepter dévotement notre encadrement salarial et étatique.

Cette crise est en effet la conséquence d'une suraccumulation énorme de capital non réinvesti qui, en raison d'une forte poussée des luttes de la classe ouvrière d'Europe occi-

CRISE DU SALARIAT ET RÉVOLUTION SOCIALE

L'histoire présente de l'économie capitaliste trouve sa force motrice dans l'évolution des contradictions de classe entre forces productives et régime de propriété ; ces dernières la fondant à l'origine, déterminent ensuite les diverses étapes de son développement. Cette histoire découle d'un vaste combat entre les détenteurs et les gestionnaires des outils de production ou exploités et exploités s'opposent constamment ; c'est, selon l'analyse proudhonienne sans cesse confirmée : « l'histoire de la lutte entre l'accumulation du capital et le travail subalternisé et asservi ».

C'est là un affrontement sans merci où capitalistes et technobureaucrates entendent soumettre les travailleurs aux exigences irrationnelles de leurs privilèges de caste ; c'est-à-dire essentiellement à la nécessité d'extraire la masse de plus-value indispensable à l'accumulation et à la reproduction du capital, au bénéfice de leur

intérêt minoritaire de classes dominantes contre l'intérêt majoritaire des classes opprimées.

Aujourd'hui, peut-être plus que jamais, force nous est de constater que l'économie capitaliste constitue bel et bien un vaste édifice d'esclavage planifié et informatisé dont les fondations salariales reposent sur l'unité artificielle et forcée de contraires irréductibles, Capital et Travail précédemment cités, qui s'excluent réciproquement par la nature de leur contenu et de leurs intérêts de classes.

Unité purement formelle en effet, celle-ci ne devant son existence qu'à l'ampleur fantastique de l'encasement physique et mental dans laquelle la classe ouvrière internationale se voit actuellement cantonnée par les bénéficiaires patentés du Capital et de l'Etat, lesquels entendent affermir et accentuer toujours davantage par tous les moyens possibles leur hégémonie intellectuelle et économique.

dentale, n'a pas pu être réintroduit rapidement dans les circuits économique-financiers de la même Europe à des intérêts suffisants.

L'époque actuelle voit alors de plus en plus s'écrouler le capitalisme traditionnel et libéral qui, incapable de subir les effets gigantesques de cette

Face à la crise structurelle de la société les travailleurs n'ont qu'un seul intérêt pour lequel combattre : l'abolition du salariat

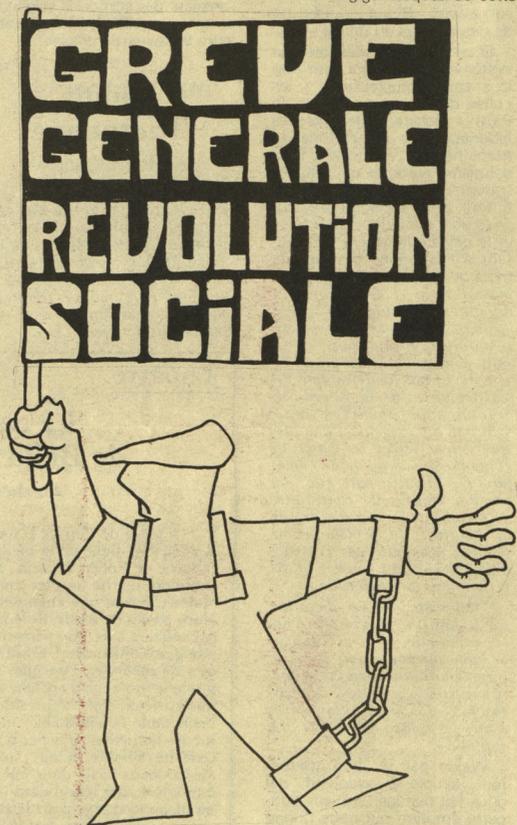
Si la crise que nous traversons et les convulsions sociales, politiques et culturelles qui l'accompagnent ne sont pas le prélude d'une situation européenne nécessairement révolutionnaire (le fascisme ou la guerre pouvant très bien solutionner une fois de plus le problème au bénéfice du Capital), il n'en demeure pas moins que ces dernières portent en elles-mêmes l'éventualité d'une révolution sociale authentique.

Crise économique doublée d'une crise idéologique et institutionnelle, l'époque-actuelle est un moment de vaste désintégration qui frappe toutes les normes établies de notre vie quotidienne. L'effondrement de l'infrastructure productive entraîne nécessairement désormais l'éclatement de la superstructure mentale et morale qui légitime et garantit l'existence de la première.

Absentéisme généralisé (cf. le projet Boulin), refus profond quoique souvent encore inconscient de la caserne salariale, grèves sauvages à revendications nettement antiproductivistes et anti-autoritaires, remise en cause tout autant du métro-boulot-dodo routinier que du travail-famille-patrie politicien. Une partie chaque jour plus importante des travailleurs commence à se dire qu'elle ne peut continuer longtemps à « gagner » sa vie en la perdant.

Malgré tout ce que cherchent à nous faire croire les mass-médiocres asservis au Capital et à l'Etat, et en dépit de ce que pourraient nous faire aussi croire un certain nombre d'échecs enregistrés par les luttes ouvrières soumises au verticalisme et au cloisonnement syndical, la capacité de lutte des classes ouvrières européennes est aujourd'hui très grande. Chaque jour des dizaines de conflits éclatent un peu partout, qui, par leur dureté, neutralisent les volontés d'investissement du Capital et qui le poussent à échapper aussi au champ économique d'Europe occidentale.

N'ayant pas pu mais n'ayant surtout pas voulu comprendre que la crise actuelle n'était en fait que la crise du salariat dans ses fondations les plus profondes, la pratique syndicale marchande de la force de travail ne fait qu'exciter et développer cette crise. En défendant exclusivement l'emploi et le prix de la force de travail, les syndicats ne font que maintenir et accentuer la classe ouvrière dans son état de marchandise servile, ils ne peuvent que développer



Evenementiellement, cette crise profonde se présente sous la forme d'un affrontement entre les formes anciennes du capitalisme (artisanat, petite agriculture, petites et moyennes entreprises, firmes nationales) et les formes modernes que ce dernier a produit (firmes multinationales). Le Capital ayant dû, pour survivre efficacement, s'adapter aux conditions nouvelles créées par l'émergence d'une lutte de classes intensifiée, s'est vu dans la nécessité, pour lui vitale, de se restructurer :

— Soit en détruisant certaines forces productives qui, comme la « sidérurgie lorraine » sont désormais non fructueuses parce que non compétitives au niveau mondial.

— Soit en déplaçant d'autres forces productives vers des zones économiques plus satisfaisantes comme Renault en Roumanie ou Citroën au Brésil, c'est-à-dire dans les pays de l'Est ou d'Amérique du Sud, là où par « force », la force de travail salarié se vend bien moins chère.

mutation, cède peu à peu la place à un capitalisme monopoliste et planifié. L'économie d'aujourd'hui s'identifie désormais à une mondialisation sans cesse accrue du Capital à la recherche de marchés avantageux du travail, c'est-à-dire d'espaces salariaux où les classes ouvrières sont encore fermement muselées : « Fermer les usines où la lutte des classes s'éveille, investir là où cette lutte est encore efficacement contrecarrée », telle est désormais la devise du capitalisme international. International, oui, car si la crise a eu pour point de départ l'Europe de l'Ouest, elle se répercute désormais sur les Etats-Unis déjà en proie à une suraccumulation contraignante, sur l'URSS et la Chine déjà fortement empiétrées dans leur processus d'accumulation et de développement d'un Capital d'Etat. Ainsi par l'intermédiaire des colonies économique-idéologiques dont disposent les 3 super-puissances impérialistes, la crise est bel et bien en train de se répandre sur la totalité salariale de la planète.

la surexploitation des travailleurs et dans le cadre actuel aiguë le chômage.

La restructuration actuelle du capitalisme n'est que la conséquence directe des contradictions qui tendent et sous-tendent la structuration capitaliste de la production en général. C'est une fatalité qui résulte des aberrations à partir desquelles, originellement, la production marchande fonctionne. A partir de là, peu nous importe la lutte contre le chômage et les diverses voies possibles pour sortir le système de la crise qu'il a lui-même mis à jour. Ce qui doit nous importer ce n'est pas d'élaborer une thérapie au marasme structurel qui agite aujourd'hui l'esclavage salarial, c'est d'affirmer en tant que révolutionnaires anarchistes, que la seule et unique solution qui puisse à la fois nous libérer en tant que travailleurs et en tant qu'individu, c'est la destruction définitive du système lui-même.

Aujourd'hui, par-delà l'intégration du syndicat au Capital et à l'Etat, cela veut dire concrètement placer la destruction définitive du salariat comme but logique au développement de la lutte elle-même.

La forme d'organisation syndicale qui a pour but d'améliorer la situation des travailleurs dans le cadre du système salarial est liée à une période passée et dépassée de l'histoire du Capital, elle appartient à son époque de plein développement et d'ascension. Dans la phase de restructuration et de crise prolongée que rencontre en ce moment le Capital, ce type d'action est inutile et sans valeur, il ne peut que ralentir le libre développement des luttes autonomes de classe.

Si dans un capitalisme prospère en forte expansion, la révolution sociale est impossible, les travailleurs étant avant tout préoccupés d'améliorer leurs conditions de « survies » salariales, ce qui permet et favorise le syndicat, dans un capitalisme déclinant en proie aujourd'hui à un bouleversement durable et sévère, où l'exploitation galopante, la tactique syndicale doit céder la place à l'auto-activité et à l'auto-création des masses.

Quand des mouvements de grève éclatent un peu partout en Europe en atteignant profondément à la racine les contradictions du pouvoir capitaliste, nous comprenons aisément que c'est bel et bien sur le terrain révolutionnaire de la destruction du salariat et de l'Etat que se situe la conclusion de l'affrontement des classes que la crise actuelle rend chaque jour non seulement probable mais nécessaire.

Et là, on ne peut honnêtement analyser ce qu'est le syndicat si on ne part pas de ce qui constitue sa réalité par rapport à cette période de crise que traverse actuellement le capitalisme. On ne peut affirmer dogmatiquement et ce de façon idéaliste que le syndicat puisse être le contraire de ce qu'objectivement l'évolution du Capital en a fait : un vendeur patenté de notre force de travail, un défenseur de l'ordre actuel, qui freine efficacement la constitution d'un mouvement antisalarial et anti-étatique, un obstacle à toute alternative révolutionnaire et radicale à la crise. Bref, un organe actif de la contre-révolution en milieu ouvrier que le moment donné la grève gestionnaire expropriatrice balaisera, comme elle anéantira toutes les structures verticales qui perpétuent et reproduisent notre statut d'exploitation et d'aliénation.

Francis
Gr. Commune de Kronstadt